

Exempt appel en matière de travail.

Audience publique du deux mai mil neuf cent quatre-vingt-seize.

Numéro 17959 du rôle.

Présents:

Marie-Paule ENGEL, présidente de chambre;
Andrée WANTZ, première conseillère; Marion
LANNERS, première conseillère; Jean-Claude
WIWINIUS, avocat général; Guy NUSSBAUM,
greffier.

e n t r e :

A, ouvrier, demeurant à x,

appelant aux termes de l'exploit de l'huissier de justice Pierre BIEL en date du 15 mai 1995,

comparant par Maître Pierre REUTER, avocat à Luxembourg, et:

la société à responsabilité limitée B, établie et ayant son siège social à x, représentée par sa
gérante Georgette METZLER,

intimée aux fins du susdit exploit,

comparant par Maître Marthe FEYEREISEN.

LA COUR D'APPEL:

Par requête déposée au greffe de la justice de paix de Luxembourg à la date du 11 décembre 1991, A avait sollicité la convocation à l'audience de son ancienne employeuse, la société à responsabilité limitée B avec siège social à Luxembourg, pour l'y entendre condamner, suite à son licenciement avec effet immédiat qu'il qualifie d'abusif, au paiement d'une indemnité compensatrice de préavis de deux mois de l'ordre de 115.988.- francs, de dommages-intérêts à titre de réparation de son préjudice matériel de l'ordre de 400.000.- francs et de dommages-intérêts en réparation de son préjudice moral évalué à 100.000.- francs.

Par jugement rendu à la date du 3 avril 1995, le tribunal de travail de Luxembourg a déclaré la

demande non fondée, reçu la demande reconventionnelle de la société employeuse et condamné le requérant à payer à son ancienne employeuse la somme de 30.000.- francs à titre d'indemnité de procédure.

Par exploit d'huissier du 15 mai 1995, A a régulièrement relevé appel contre le jugement du 3 avril 1995, qui lui fut notifié le 10 avril 1995.

Sans motiver plus amplement son acte d'appel, la partie appelante demande à la Cour de réformer le jugement a quo dans toute sa forme et teneur, de décharger la partie appelante de toute condamnation prononcée contre elle dans le jugement a quo, de condamner la partie intimée à payer à A une indemnité de procédure de 10.000.-francs pour les frais qu'il serait inéquitable de laisser à sa charge au vœu de l'article 131-1 du code de procédure civile et finalement de condamner la partie intimée à tous les frais et dépens des deux instances avec distraction au profit de l'avoué concluant qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance.

L'appelant avait été engagé auprès de la société intimée comme tapissier-décorateur. Par lettre recommandée du 9 août 1991, il a été licencié avec effet immédiat pour faute grave. Dans la lettre de licenciement l'employeuse reproche à l'appelant d'avoir mal exécuté son travail le 20 mars 1991, le 9 avril 1991 et les 28 et 29 janvier 1991. Elle lui reproche finalement d'avoir quitté son poste de travail le 19 juillet 1991 sans l'avoir informée et sans avoir envoyé de certificat médical. Elle affirme que l'appelant se serait présenté sur son lieu de travail le 31 juillet 1991, mais sans travailler et qu'il ne se serait plus présenté depuis le premier août 1991.

L'appelant a contesté en première instance toute absence injustifiée de sa part, alors qu'il aurait pris son congé légal du 19 juillet 1991 au 11 août 1991 de l'accord de son employeur.

En présence des contestations de la partie employeuse sur son prétendu accord pour un congé du 19 juillet au 11 août 1991, les premiers juges avaient d'abord ordonné la comparution personnelle des parties et ensuite des enquêtes.

Il résulte des enquêtes qu'initialement la société employeuse avait accordé à la partie appelante un congé à partir du 19 juillet 1991, mais que dans la suite cet accord a été retiré, alors que pendant la période concernée le magasin devait être déménagé. Deux témoins affirment que la partie appelante était au courant de la défense faite à tout le personnel de prendre congé avant le 31 juillet 1991 et le témoin C a déposé que la partie appelante avait annoncé à ses collègues de travail son absence malgré cette défense expresse de la part de l'employeuse.

Le requérant est resté en défaut de prouver que les absences à partir du 19.7.1991 qui ont motivé son licenciement, étaient des absences autorisées. Les absences injustifiées de 20 jours consécutifs ont constitué un motif réel et sérieux de licenciement pour faute grave en présence du besoin impérieux de l'employeuse de tous les salariés pour déménager le magasin.

C'est encore à bon droit que les premiers juges ont décidé qu'il serait inéquitable de laisser à charge de l'employeuse des frais non compris dans les dépens, alors que le salarié a manifestement agi de mauvaise foi en introduisant une demande dans les circonstances données.

Le premier jugement est partant à confirmer dans toute sa teneur.

La partie intimée demande l'allocation d'une indemnité de procédure de l'ordre de 20.000.- francs sur base de l'article 131-1 du code de procédure civile.

Cette demande est à adjuger, alors qu'il serait inéquitable de laisser à charge de la partie intimée des frais non compris dans les dépens, tels que frais d'avocat, qu'elle a dû exposer pour se défendre contre un acte d'appel dénué de tout fondement.

Par ces motifs :

la Cour d'appel, troisième chambre, siégeant en matière de droit du travail, statuant contradictoirement à l'égard de toutes les parties, le Ministère Public entendu en ses conclusions,

reçoit l'appel;

le dit non fondé;

partant confirme le jugement du 3 avril 1995 dans toute sa teneur;

condamne la partie A à payer à la partie société à responsabilité limitée B la somme de 20.000.- (vingt-mille) francs à titre d'indemnité de procédure;

condamne la partie A aux frais et dépens de l'instance d'appel avec distraction au profit de Maître Marthe FEYEREISEN, avocat concluant affirmant en avoir fait l'avance.